



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou-Maine
rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 SAINT BARTHÉLÉMY D'ANJOU

Saint Barthélémy d'Anjou, le 20 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
BP 5

49280 La Séguinière

Références : EC-2023-564-INSP-BOUYER LEROUX-La séguinière-RAP

Code AIOT : 0006300991

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté La Cachotière 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel du contrôle par l'inspection des installations classées. Elle a porté sur la traçabilité des déchets et la mise en œuvre en la matière des dernières dispositions réglementaires (dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets dangereux via l'outil Trackdéchets, registre national électronique RNDTS, mise en place du contrôle des déchets entrants notamment via un dispositif vidéo...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- La Cachotière 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006300991
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BOUYER LEROUX exploite, sur le territoire de la commune de La Séguinière une

Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Cette ISDND est réglementée par arrêté du 11 juin 2010 (DIDD-2010-n° 348), complété par un arrêté du 18 mars 2014 (DIDD-2014-n° 62), qui prévoit un fonctionnement en mode bio-réacteur des alvéoles de stockage mises en service à compter de sa notification et, en dernier lieu, par un arrêté du 22 janvier 2019 (DIDD-2019-n° 22), qui autorise une durée d'exploitation de 24 mois pour chaque casier bioréacteur.

Un nouvel arrêté préfectoral DIDD-2022 n°128 du 17 mai 2022 autorise BOUYER LEROUX à exploiter des casiers en réhausse des casiers actuels, après l'exploitation du casier CB8 (en cours) ; les casiers CB10 et CB9 font l'objet d'une couverture (dossiers en cours).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions d'élimination des déchets non dangereux	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
4	Élimination soumise à justification du respect des obligations de tri	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4	Sans objet
5	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, il a été constaté que les dispositions contrôlées sont mises en place. Un suivi est à réaliser pour poursuivre et maintenir la montée en puissance sur ces points (rapport de caractérisation, attestation sur l'honneur...).

Lors de cette visite, il a également été constaté la couverture de CB10 par une géomembrane et de la couverture finale de CB9. Le mémoire des travaux de couverture de CB10 va être transmis ultérieurement à la visite. De même, il a été constaté que les casiers C1 et C2, construits en rehausse, sont finalisés (mise en place du drainant). Voir annexe photographique.

De nombreux envols sur site ont été constatés suite aux vents les jours précédents. Il convient d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée :

<p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 17/11/2023 que l'exploitant utilise le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets dématérialisé à savoir l'outil Trackdéchets. Le niveau d'utilisation est en augmentation par rapport à l'année 2022 (période de tolérance jusqu'au 30 juin 2022 pour l'utilisation des bordereaux sous format papier à l'aide du Cerfa). Le nombre de bordereaux émis et reçus et beaucoup plus important notamment pour les déchets amiantés depuis mai 2023 selon l'exploitant du fait de chantiers et travaux plus importants à cette période. Il a été consulté par sondage des bordereaux (exemples : n°BSDA-2023-1102RB1EXNRQ). Il a été constaté que les bordereaux étaient correctement remplis et suivis sauf pour deux bordereaux pour les déchets amiantés (BSDA) qui contenaient des quantités aberrantes liées à une erreur d'unité renseignée en "tonne" au lieu de "kilogramme" (BSDA-20230725-21DGJS6RV et BSDA-20230725-9ANHP9ZEH).</p> <p>-> il est demandé à l'exploitant de procéder à la correction de cette unité pour ces deux bordereaux.</p> <p>D'autre part, selon les éléments issus des fiches d'inspection générées par l'application Trackdéchets, l'origine des déchets acceptés sur l'installation est respectée (départements limitrophes). Néanmoins, une partie est indiquée en "origine inconnue".</p> <p>-> il est demandé à l'exploitant de vérifier ce point et de s'assurer que ces données sont correctement renseignées dans les bordereaux dans l'application Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits</p>

et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant alimente le registre national des déchets de terres excavées et sédiments. Il a été constaté par sondage la réception d'un refus de compost. Ce registre est rempli au-delà des déchets de terres excavées et sédiments. L'exploitant dispose d'un registre propre (logiciel interne) avec l'ensemble des données qui alimente le RNDTS. La période de tolérance mise en place pour l'année 2022, a été prolongée jusqu'au 1er mai 2023. La transmission au RNDTS des registres chronologiques tenus au cours de l'année 2022 est exigée pour l'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux). **Cette transmission devait être effectuée d'ici le 30 juin 2023.** Le rattrapage, pour l'année 2022, de la déclaration dans le RNDTS pour l'ISDND a été réalisé selon l'exploitant. Ce point n'a pas été vérifié sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'élimination des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3

Thème(s) : Risques chroniques, interdiction d'élimination de déchets non dangereux valorisables

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :

1° À compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;

2° À compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;

III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :

1° À compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ; [...]

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

Le déchargement des déchets est réalisé directement dans le casier de stockage sans contrôle préalable. Le seul contrôle visuel est réalisé au déchargement par les personnes présentes au niveau du quai de déchargement, mais il n'y a pas de possibilité de recharger des déchets si des déchets non admissibles sont déchargés.

-> il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées des modalités de contrôle qui seront mises en place sur son site dans ce cadre.

Concernant les rapports de caractérisation prévus, à la date de la visite, environ 57 % des rapports de caractérisation ont été reçus par l'exploitant. Vu par sondage le rapport de caractérisation de Bruno Terrier. Les documents sont identiques/proches du modèle de rapport de caractérisation recommandé sur le site du ministère de la Transition écologique.

L'exploitant n'envisage pas à ce stade de mettre en place une procédure de refus des déchets en entrée si la caractérisation annuelle demandée n'a pas été réalisée et/ou transmise. Il prévoit un accompagnement sur ce point des clients.

-> il informe l'inspection des installations classées des modalités prévues et du suivi qui sera réalisé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Élimination soumise à justification du respect des obligations de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4

Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les

<p>déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° À compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° À compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ISDND reçoit des déchets de clients différents (collectivités et industriels). Afin de récupérer ces attestations, l'exploitant a mis en place une procédure d'information avec un mailing de relance tous les mois.</p> <p>Le groupe Veolia a lancé une démarche nationale à partir de février 2022. Le modèle de l'attestation est disponible pour le client dans son "espace client".</p> <p>Sur 2023, selon les déclarations de l'exploitant, la pédagogie et la relance ont été privilégiées. L'exploitant envisage, en cas de difficultés persistantes, à termes le refus des déchets en entrée si ceux-ci ne sont pas accompagnés de l'attestation sur l'honneur prévue à l'article R.541-48-4 du code de l'environnement. À la date de la visite, la majorité des attestations ou justificatifs d'exonération ont été reçus (environ 90 %).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositif de contrôle par vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de contrôle par vidéo</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -aux installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; -aux installations d'incinération de déchets relevant de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p>

III.-Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.
L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.

En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la mise en place du dispositif de contrôle par un système de vidéo. Ce dispositif est installé et opérationnel sur le site. 2 caméras sur mât ont été installées pour la lecture de plaques et pour visualiser le véhicule entrant dans la zone de déchargement.

Lors de la visite, les enregistrements vidéo ont pu être consultés. Lors de la visite d'inspection, il a été testé la lecture des plaques et le lien avec le producteur (via la traçabilité des déchets). Ce test a été concluant.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photographique du 17/11/2023

Casiers en réhausse C1 (premier plan) et C2



Casier CB9 (couverture)

Casier CB10 (couverture avec géomembrane)



Caméra sur mât

Casier CB8 en cours d'exploitation

